La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

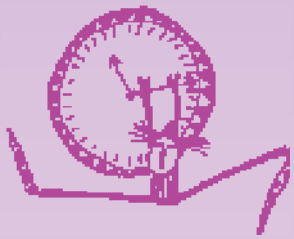
VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE PARTAGE

FONDÉ EN 1935

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1135 - octobre 2012

SOMMAIRE :



• ACTUALITÉ

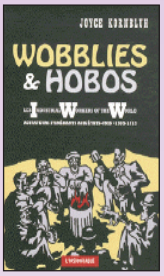
page 2 Au fil des jours

JEAN-PIERRE MON *a encore relevé dans la presse quelques sondages et réflexions qui montrent que l'euroscepticisme progresse.*

page 3 Peugeot : le gros mensonge ?

GILLES PETIT *a mené son enquête sur les licenciements chez Peugeot : comme dans toute l'industrie, les choix sont imposés par les holdings financiers.*

• RÉFLEXION



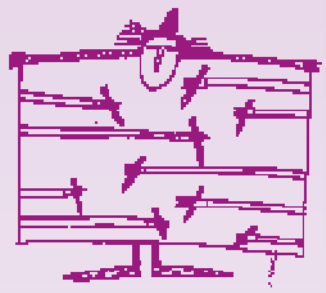
page 6 Face aux logiques de guerre

PATRICK VIVERET *montre que, face aux monstres fauteurs de guerre et autres fondamentalistes marchands, c'est par les multiples mouvements altermondialistes que* LA CAUSE HUMAINE *est défendue.*

page 7 Ne vous résignez jamais !

BERNARD BLAVETTE *évoque "l'immense leçon de courage, de solidarité et de dignité" qu'a manifestée, au début du siècle dernier, un petit syndicat américain, dit "des wobblies", odieusement réprimé avec une rare violence.*

• TRIBUNE LIBRE



page 13 Lettre ouverte au Ministre de l'Intérieur

UN CITOYEN INDIGNÉ *s'interroge sur l'incohérence entre des déclarations faites avant les dernières élections et la violence des répressions exercées contre des immigrés.*

page 14 Une Constituante, face aux crises

ANDRÉ BELLON *défend l'idée qu'une assemblée constituante doit être organisée en France pour qu'elle soit à nouveau une véritable république.*

PRIX en FRANCE 2,20 € ISSN : 2117-5047 *commission paritaire* N°0413 I 83051

«L'euro est sauvé !»

C'est du moins ce qu'affirment les grands médias après l'acceptation par la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe de la possibilité de mise en œuvre du Mécanisme européen de stabilité (MES) doté d'un fonds de 500 milliards d'euros. L'Allemagne devra cependant limiter son engagement à 190 milliards. De son côté, Mario Draghi a annoncé que la Banque Centrale Européenne pourrait, s'il le fallait, racheter de la dette des États européens les plus faibles. Ce qui ne plaît absolument pas à la Chancelière allemande. Elle préférerait faire admettre l'idée de créer un *"budget central"* de la zone euro afin de contrer les demandes françaises d'eurobonds. Quoiqu'il en soit, même si ces mesures semblent avoir un peu calmé les marchés, la crise n'en continue pas moins dans la plupart des pays de la zone euro, notamment dans les pays du sud où les manifestations anti-austérité sont de plus en plus fréquentes et le chômage de plus en plus élevé.

Un euroscepticisme croissant

C'est ce que montre une étude d'opinion réalisée par la fondation allemande Bertelsmann auprès d'un millier d'Allemands, d'autant de Français et d'autant de Polonais, publiée le 17 septembre : 21% des Allemands pensent que sans l'euro, leur situation personnelle serait «*bien meilleure*», 44% qu'elle serait meilleure, 19% seulement estiment qu'elle serait pire et 2% qu'elle serait bien pire. En France, 55% des sondés jugent qu'elle serait pire et 36% qu'elle serait meilleure. En Pologne, 76% des personnes interrogées jugent que leur situation serait pire si leur pays intégrait l'euro.

En matière d'emploi, les Allemands sont les plus eurosceptiques puisqu'ils sont 37% à penser que, sans l'Europe, ils auraient plus de chances sur le marché de l'emploi. Les Français sont 35% et les Polonais 24% à le penser.

Les accords de Schengen et la libre circulation des citoyens dans l'Union sont, par contre, très appréciés (63% des Allemands, 60% des Français et 92% des Polonais). Une faible majorité des sondés Allemands et Français pensent que l'on va assister à un repli sur les États-nations alors que 41% des Polonais pensent le contraire.

Pour le président du directoire de la Fondation Bertelsmann les résultats de ce sondage constituent un signal d'alarme : «*Jamais*, dit-il, *on n'avait jugé si mal l'Union Européenne et l'euro, surtout en Allemagne [...] L'intégration européenne a principalement considéré le citoyen comme un consommateur et non comme un souverain. Il est essentiel d'un point de vue psychologique et politique de lui donner au contraire le rôle du décideur*».

À voir la grande peur qu'inspirent les référendums aux divers gouvernements européens, on n'en prend pas encore le chemin !

Regrets tardifs

Selon un sondage[1] réalisé par l'IFOP pour *le Figaro*, 67% des Français interrogés estiment que l'Union européenne va «*plutôt dans la mauvaise direction*» depuis la ratification du traité de Maastricht il y a vingt ans. 64% de ceux qui déclarent avoir voté le 20 septembre 1992 lors du référendum sur ce traité, choisiraient aujourd'hui le non. Qui plus est, 45% des personnes sondées pensent que l'euro a été un handicap face à la crise. Ils n'étaient que 34% à le penser en août 2010 !

Sortez nous de cette crise... maintenant !

C'est le titre du dernier livre[2] de Paul Krugman, "prix Nobel" d'économie en 2008, Professeur d'économie et de relations internationales à l'Université de Princeton et chroniqueur au *New York Times*. Il y dénonce les politiques d'austérité suivies en Europe. Pour lui, le surendettement public n'est pas la catastrophe qu'on voudrait nous faire croire : «*une dette élevée n'est pas toujours un problème. Par exemple, entre les deux guerres, l'endettement britannique était bien plus élevé qu'aujourd'hui mais cela n'empêchait pas Keynes de défendre une politique de relance. Maintenir la dépense publique dans une économie déprimée ne dégrade pas considérablement les finances publiques, surtout dans les pays qui peuvent emprunter à des taux très bas (c'est actuellement le cas de la France et de l'Allemagne, entre autres). Une économie plus forte permet en effet d'engranger plus de recettes fiscales et de limiter à long terme les dégâts provoqués par l'austérité. On a tort de penser que la dette est ce qu'il y a de plus nocif pour l'avenir. La chose la plus importante c'est de permettre aux gens de s'instruire, de développer les infrastructures, ...*».

À une journaliste qui lui demandait[3] ce qu'il fallait faire pour les pays de l'Europe du Sud, dont il est exclu d'augmenter le déficit, il répondit que les chefs de gouvernement de ces pays n'ont pas beaucoup de marges de manœuvre car leur sort se joue à Francfort et à Bruxelles, précisant aussitôt : «*Oh non ! pardon. Bruxelles n'a pas de pouvoir, c'est Francfort et Berlin qui en ont. Aussi longtemps que ces pays d'Europe du Sud resteront dans la zone euro, seule la banque centrale européenne pourra les aider*». Pour Krugman, «*aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe continentale, la crise a été provoquée par le secteur financier et les marchés mais elle a été réinterprétée en "tout cela c'est parce que l'État providence est trop gros"*».

Selon lui, le nouveau président de la BCE, Draghi est plus souple que "l'austérien" Trichet, la BCE reste une entité technocratique, mais «*on peut espérer qu'elle soit un jour relayée par une organisation élue démocratiquement. Mais cela n'arrivera pas avant une décennie. Au moins*».

Pas très optimiste sur l'Europe, lui non plus !

Jean-Pierre MON.

1 *Le Figaro*, 17/ 09/ 2012.

2 édition Flammarion, en 2012.

3 *Le Monde*, Culture et idées, 23/09/2012.

Depuis la révolution libérale, il y a une trentaine d'années, la grande industrie a changé d'objectif : il ne s'agit plus de produire le meilleur matériel, mais de faire grossir les capitaux de holdings financiers. Elle n'est donc plus pilotée par des ingénieurs mais par des gestionnaires, qui, ne pouvant totalement la supprimer, la relèguent aux pays des esclaves...
L'actualité du cas Peugeot a frappé GILLES PETIT, qui a mené son enquête et la commente ici.
Une conclusion s'impose : la finance est le bras armé du capitalisme et que c'est bien à elle qu'il faut s'attaquer en priorité.

Peugeot : le gros mensonge ?...

par **Gilles PETIT**

En juillet, Philippe Varin, le PDG de PSA annonçait l'arrêt de la production dans son usine d'Aulnay-sous-Bois et la suppression de 8.000 emplois en France : cette "énormité" était-elle justifiée ? Pas sûr !
«C'est vraiment avec le plus grand étonnement que j'ai découvert que le groupe PSA fabriquait des automobiles. PSA venait d'annoncer la suppression de 8000 emplois en France. Là, je suis tombé des nues. Ils fabriquaient visiblement des véhicules, et personne ne m'avait rien dit !» Cette réflexion, après nous avoir fait sourire, nous a intrigués. Elle est signée Pierre Deruelle, un informaticien bordelais de 35 ans, publiée sur le site *reflets.info.*
Il est vrai que PSA gagne sa vie (et fort bien) avec d'autres sources que ses autos. Mais avant d'en détailler la provenance, voyons ce qui cloche sur ces autos.
Un autre commentateur plein d'humour précise : *«J'ai honte d'avouer que je ne sais même pas où se trouve la roue de secours»*. Mais pour rester patriote, *«j'ai eu pas mal de Renault et de Peugeot. On savait quand on partait, mais on n'était jamais sûr d'arriver. En ai-je consommé des durites, des pièces en or pur d'après le prix. Quand j'en ai eu marre, j'ai vu les japonaises en haut de la liste… J'en suis à ma deuxième Toyota en 26 ans. Et comment se fait-il que Toyota peut produire en France en faisant des bénéfices avec des travailleurs qui n'ont pas trop l'air de se plaindre, et qui devraient même créer un modèle hybride fabriqué en France et, ô stupeur, l'exporter aux USA ?»* Diable ! Tout viendrait-il de la nullité des modèles Peugeot, dont le premier modèle date de 1891 ? On l'aurait su. D'autant qu'en 2010, Peugeot avait réalisé un bénéfice net de plus d'un milliard. Soit 588 millions nets après impôts et une progression historique du chiffre d'affaires de 6,9%. Rappelons aussi, qu'en 2009, ne soyez pas choqués, l'État lui avait généreusement accordé 4 milliards d'euros d'aide publique… aide remboursée un an plus tard avec les intérêts !
Et voilà-t-y pas qu'en 2012, Philippe Varin avoue une perte sèche de *«819 millions d'euros au premier semestre. La morosité des marchés en Europe, vous comprenez…»* On comprend, monsieur le PDG. Non, on ne comprend pas : au premier semestre 2011, la même somme avait été consignée en bénéfice ! La "crise" existait déjà, non ? Suivit une vague explication : General Motors, le nouveau partenaire de PSA, nous a interdit les ventes en Iran, soit 450.000 véhicules sucrés.
Léger, comme commentaire.
On peut d'ailleurs prendre Philippe Varin en flagrant délit de mensonge, lorsqu'il affirma, il y a un an, à Eric Besson, l'ex-ministre de l'industrie : *«La présence industrielle de PSA en France, notamment à Aulnay et Sevelnord* (Valenciennes), *n'est pas remise en cause.»*

Une pancarte claire sur la route nuageuse d'Aulnay
(Crédit *blogautomobile)*

En fait, Varin attendait les élections de 2012. Le voilà désormais contraint de discuter avec Arnaud Montebourg. "Contraint" n'est pas le bon mot : disons "pensum sans danger". Que peut faire le ministre ? — Rien quand on accu-

mule les aides sans prendre la moindre autorité dans l'exécutif d'un groupe privé[1].

Montebourg dépassé

Avec les emplois indirects concernés (sous-traitance, prestataires, services) ce sont donc 40.000 emplois qui sont menacés.
C'est énorme[2].
Peugeot réalise 60% de son chiffre d'affaires en Europe. Mais on ne peut lui reprocher l'absence de mondialisation : il produit deux fois plus de véhicules dans le monde qu'en France. Il s'est intéressé, pour sa production à la Slovénie et à la Turquie, jetant un œil sur la Russie et l'Amérique latine. Présent depuis 30 ans en Chine, il n'a que 3% du marché : Mercedes, Toyota, Audi et BMW se débrouillent bien mieux.
Un chiffre est éloquent : avec un marché potentiel dix fois plus important, la France produit moins de voitures aujourd'hui qu'en 1965 !

Une chaîne de montage bientôt à l'arrêt (Crédit *LP/Gwenael Bourdon)*

Quel rôle peut donc jouer Montebourg autre que mécène obligé devant une entreprise qui pense beaucoup plus à ses actionnaires qu'à fabriquer de bonnes voitures ? Inventer un nouveau bonus ? — Dérisoire. L'idée : offrir 4.000 euros pour l'achat d'une hybride au lieu de 2.000. Bien, alors précipitez-vous tous sur la Toyota Yaris (fabriquée en France !), la Prius ou la Honda Jazz ! Elles sont beaucoup plus économiques (22.000 euros). C'est Peugeot qui va être content : la moins chère de ses hybrides, la 3008 Suv-crossover, coûte 35.400 euros. Un prix… confidentiel.
Autre bonus proposé pour les voitures totalement électriques : 7.000 euros (au lieu de 5.000). Ridicule : les Peugeot Ion et Citroën C-Zéro sont des Mitsubishi, achetées aux Japonais ! De plus, avec une autonomie de 100 km, vous allez envahir le marché, vous ? Montebourg aimerait aussi se fâcher contre les Coréens. Hyundai-Kia plus précisément : *«c'est une concurrence déloyale»*, dit-il.

Une 3008 SUV-crossover au prix… confidentiel (Crédit *: Roman Scobeltzine)*

Les Coréens ont en effet le droit de vendre en Europe sans taxation particulière. Il oublie simplement que les Hyundai-Kia sont fabriquées en Europe ! Et General Motors est sur le coup : avec les Chevrolet, héritières de feu Daewoo, GM veut récupérer ses 7% investis chez PSA.

Philippe Varin chez Jean-Marc Ayrault à Matignon (Crédit *: Benoit Granier/Matignon)*

En résumé, Mathieu Agostini, responsable de l'écologie au Parti de Gauche, trouve absurdes les propositions de Montebourg : *«En utilisant l'argent public pour soutenir à court terme l'industrie automobile, le gouvernement fait le jeu du capitalisme… Aujourd'hui ce sont les salariés des sites français qui payent l'addition de la concurrence libérale. L'État reproduit les mesures de la droite qui ont conduit à cet échec : l'année dernière, PSA a dégagé 600 millions de profits dont 250 ont été redistribués aux actionnaires. En 2010, l'industrie automobile a reçu 1 milliard d'euros de prime à la casse et 6 milliards d'euros de prêts avantageux… Voilà à quoi sert l'argent public, à la rémunération des actionnaires… Les comportements épileptiques de Montebourg, qui court d'entreprise en entreprise pour négocier avec le patronat et leur accorde l'argent public, est caractéristique de cette absence de vue à long terme.»*

Trois gaffes majeures

Autre contradiction : le coût du travail en France est pointé du doigt. C'est une autre absurdité : ce prix de la main d'œuvre ne compte que pour le vingtième du prix final d'une voiture. De plus, dans l'automobile, un ouvrier allemand coûte plus cher qu'un ouvrier français ! En 10 ans, la France a produit 37% moins de voitures et l'Allemagne, 11% de plus : cherchez l'erreur.
Et bouchez-vous les oreilles quand vous entendez la Parizot, son MEDEF, ou les grotesques ministres battus, vous ressasser les charges patronales excessives : elles n'ont rien à voir dans l'histoire.
En attendant, Toyota confectionne ses Yaris à Valenciennes, les exporte aux États-Unis et trouve tout cet environnement français très performant…
Enfin, dans tous ses licenciements, Peugeot a viré 1.400 ingénieurs de Montbéliard et Poissy.

1

La famille Peugeot est la première fortune française (4,4 milliards d'euros via une holding créée en 1929), résidente en Suisse, non pour échapper à la fiscalité française, mais pour la qualité de l'air pur des montagnes.
Comme l'écrivait l'anglais George Mikes : *«Les Suisses ont su construire un très beau pays autour de leurs hôtels».*

2

Les 3.000 d'Aulnay sont concernés. Depuis plus d'un an. Et le mensonge de Sarkozy en novembre 2011: *«Je me suis entretenu avec Philippe Varin : je peux vous assurer qu'il n'y aura pas de plan social chez PSA».*
Plus curieux est le fait qu'Aulnay "tourne" toujours à 76%: ce n'est pas extraordinaire, mais loin d'une obligation de fermeture!

Les rémunérations 2010

- **Philippe Varin (Président) :** 3.253.700 € (271.142 € par mois, 1,78 MF)
- **Jean-Marc Gales (Direction des marques) :** 1.266.000 € (105.500 € par mois, 692.000 F)
- **Frédéric Saint-Geours (Direction des Marques) :** 1.266.000 € (105.500 € par mois, 692.000 F)
- **Guillaume Faury (Direction Recherche) :** 1.266.000 € (105.500 € par mois, 692.000 F)
- **Grégoire Olivier (Direction Asie) :** 1.362.820 € (113.568 € par mois, 745.000 F)

Certes, c'est inférieur aux salaires des joueurs du PSG versés par leur employeur qatari. Mais nous supposons que les directeurs de PSA sont plus âgés. Ils l'emportent donc sur la longueur…

L'arrivée de General Motors a entraîné des ruptures obligées avec Mitsubishi (l'électrique) et BMW (les moteurs). Voilà 3 gaffes majeures. On ne peut faire plus stupide.

Les vraies ressources !

Maintenant qu'a été brossé un portrait (très succinct) de PSA (ses pertes, ses bêtises techniques et commerciales, ses contradictions, les réactions godiches du gouvernement), passons à l'ironie de Pierre Deruelle, et le rire sous cape de Philippe Varin, qui, de fait, se fiche éperdument de fabriquer des voitures, son groupe fonctionnant à merveille sans produire ces idiotes d'automobiles. Il faut rappeler que Peugeot, créé en 1800, ne fabriquait bien sûr pas d'autos, mais des vêtements pour la Grande Armée de Napoléon (voir encadré). Et pendant tout le XIXème siècle, produisit des moulins (café, poivre, sel) et de l'outillage : cette production existe toujours (les scooters en plus) !

Aujourd'hui, les filiales se portent à merveille :

• FAURECIA **:** équipements (sièges, planches de bord, échappements). Meilleur client : VW (25%), puis PSA (17%), Renault Nissan (12%), Ford (11%), General Motors (9%). Dirigée par Yann Delabrière et Robert Peugeot (qui détient 57% du capital), Faurecia emploie 84.000 personnes. Le chiffre d'affaires a augmenté de 7 milliards d'euros en 3 ans : personne ne semble s'en plaindre, pour le moment…

• GEFCO **:** transport et logistique. Soit 4 millions de voitures et 3.800 camions transportés, 3.500 wagons et 130 pays approvisionnés. En 2011, le chiffre d'affaires s'est élevé à 3,7 milliards d'euros, générant un bénéfice de 223 millions d'euros, soit une augmentation de 12,6% par rapport à l'année précédente. Vous avez parlé de crise ? Même si le PDG Yves Fargues souhaiterait une vente partielle de ce bijou à 100% Peugeot, personne ne semble se plaindre, en ce moment.

• BANQUE PSA Finance **:** la perle ! En 2011, 3% du chiffre d'affaires de PSA (1,8 milliard d'euros) mais 40% du bénéfice total (507 millions d'euros) ! À cette propriété 100% Peugeot, viennent se greffer les sous-filiales d'assurance : PSA Service Ltd, PSA Insurance et PSA Life Insurance Ltd.

Tolérant, Pierre Deruelle précise : *«Ces filiales sont domiciliées à Malte. Cela n'a rien à voir avec le fait qu'il s'agisse d'un paradis fiscal, mais simplement parce qu'il y fait un temps superbe.»* Là encore, personne ne semble se plaindre. Aucun syndicat en vue, pas une pancarte : le bonheur.

Sans oublier que la bonne banque PSA Finance a émis, en juin dernier, une obligation à taux fixe de 600 millions d'euros (avec quelques copains comme BNP Paribas, Bank of Tokyo, HSBC ou le CIC).

Il apparait aujourd'hui évident que Philippe Varin se fiche éperdument des 8.000 exclus, dont les 1.400 ingénieurs qui depuis plus d'un siècle ont su créer, inventer, faire progresser un des plus beaux fleurons automobiles de la planète. Son esprit bouillonne beaucoup plus sur les nouveaux traders, analystes, courtiers ou autres paradis fiscaux que sur les garages crapouilleux, les clés de 12 égarées ou les fosses huileuses.

Je laisse la conclusion à Pierre Deruelle. Je l'adore : *«Augmenter le taux de rentabilité des actionnaires du Groupe en fabriquant des voitures, je me demande bien qui a pu avoir une idée aussi saugrenue chez PSA !»*

Créateur… et collabo

- **1800 :** Vêtements pour la Grande Armée de Napoléon, travail du coton à Montbéliard.
- **1810 :** Avec Jean-Frédéric et Jean-Pierre Peugeot à Sous-Cratet : fonderie, laminage pour ressorts d'horlogerie.
- **1832 :** Association avec Jacques Maillard-Salins : lames de scie.
- **1840 :** Premier moulin à café.
- **1841 :** Association avec les frères Jackson à Pont-de-Roide : ressorts, scies à ruban, baleines de parapluie, etc.
- **1851 :** Création "Peugeot Frères" : s'ajoutent des montures acier pour crinolines.
- **1886 :** Bicyclettes, puis motocyclettes.
- **1891 :** Armand Peugeot s'associe à Emile Levassor et son moteur sous licence Daimler.
- **1896 :** Armand crée, seul, à Lille la "Société des Automobiles Peugeot". L'usine est installée à Audincourt.
- **1912 :** Les enfants d'Eugène et Armand se réconcilient : inauguration de l'usine de Sochaux (camions et 10.000 véhicules).
- **1926 :** Les cycles et l'automobile se séparent juridiquement, avant le succès de la 201, des 402, 302 et 202.
- **1941 :** ***Peugeot fournit à l'armée allemande des ambulances, des camions, des patins de char, des moteurs d'avion et des éléments du V1, soit 90% de sa production pour l'Allemagne.***
- **1947 :** Création de la 203 puis de la 403, première Diesel de série.
- **1965 :** Lancement de la 204, première traction avant de la marque.
- **1971 :** Accord avec Volvo, après Renault, pour le moteur de la 604.
- **1976** : Prise de contrôle de Citroën, avant Chrysler-Europe et Simca en 1978.

Face aux logiques de guerre

par **Patrick VIVERET**

Il n'est pas exagéré de dire que le XXIème siècle peut connaître des tragédies comparables à celles de la première moitié du XXème. Le processus qui a conduit à deux guerres mondiales, au fascisme, au nazisme et au stalinisme, qui a porté ces monstrueux crimes contre l'Humanité que symbolisent Auschwitz et Hiroshima, n'est pas miraculeusement éteint. La crise se produit, disait Gramsci, lorsque le vieux monde tarde à disparaître, le monde neuf tarde à naître et, dans ce clair obscur, des monstres peuvent apparaître. Nous sommes dans ce clair obscur, nous avons vu apparaître déjà des monstres, à commencer en France par les relents de xénophobie, la poussée du Front National, mais d'autres, pires encore, peuvent survenir. Comme dans les années trente le "fondamentalisme marchand", pour reprendre le terme de Joseph Stiglitz, a pour corollaire les fondamentalismes idéologiques hier, ou religieux aujourd'hui. Plus la logique du capitalisme financier détruit les tissus sociaux, plus risque de monter ce que Wilheim Reich nommait "*la peste émotionnelle*", ce poison identitaire qui pousse à trouver des boucs émissaires de ses propres problèmes chez d'autres victimes du système dominant : juifs, tsiganes hier, arabes et roms aujourd'hui et, en facteur commun, immigrés encore et toujours...

*

Et chacun comprend bien que les pouvoirs oligarchiques ont tout intérêt, face aux crises sociales que provoque l'accaparement de richesse, à organiser des dérivatifs à la colère des peuples. Le régime iranien relance sa fatwa contre Salman Rushdie pour mieux faire oublier son soutien au régime syrien ; le gouvernement Netanyaou, en butte aux manifestations sociales les plus importantes de l'histoire d'Israël, voit dans un conflit avec l'Iran la possibilité de faire retomber cette pression ; la Chine réarme pour faire oublier le creusement de ses inégalités sociales ; les faucons américains attisent les peurs pour mieux faire chuter Obama, etc. La liste est longue de tous les risques qui s'accumulent, et pourtant …

Pourtant tous ces fauteurs de guerre, qui organisent la captation de richesse, de pouvoir ou de sens, qui détruisent sans état d'âme nos écosystèmes, représentent de toutes petites minorités. La grande majorité des peuples aspire, elle, à la paix, à la liberté, à la justice et à la possibilité de vivre sur une planète préservée. Que l'on se tourne vers les mouvements de résistance comme vers les expérimentations créatives les plus ambitieuses, ce sont toujours ces valeurs-là qui sont présentes. C'est au nom de ces valeurs que les forces démocratiques qui ont renversé les dictatures arabes refusent la captation du pouvoir par des fondamentalistes, que les femmes refusent d'être les premières victimes de ces forces régressives, que les peuples se lèvent contre les atteintes aux principes de liberté ou de justice.

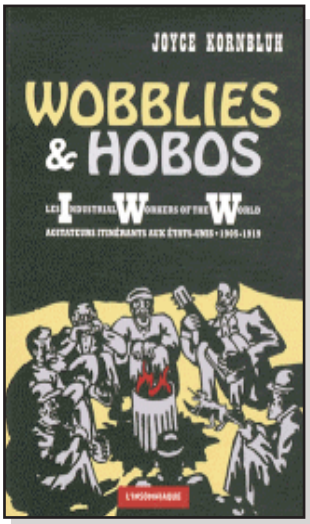
Et ce mouvement, critique de la forme défigurée de mondialisation qu'est la globalisation financière, est, de plus en plus, un mouvement mondial, un mouvement des droits civiques mondiaux qui anticipe la citoyenneté terrienne. On le voit chez les indignés, de Wall Street à la Puerta del Sol; on le constate dans les forums sociaux mondiaux; on l'a vu au sommet des peuples de Rio+20 ; nous le constatons chaque année dans les rencontres "*Dialogues en Humanité*" qui se tiennent désormais également au Brésil, en Inde ou en Afrique. Oui, ce mouvement qui critique la mondialisation est complètement en train d'inventer en pratique ce qu'avec Edouard Glissant j'ai proposé d'appeler "la mondialité" et que je défends dans mon livre *La Cause humaine**.

Le paradoxe des tenants de la mondialisation économique c'est en effet qu'ils répugnent à traiter la question mondiale dès qu'elle sort du cadre de la globalisation financière et commerciale. La plupart d'entre eux ne s'intéressent pas aux enjeux planétaires mais à la permanence de leurs profits en voulant sauvegarder l'accès à de nouveaux marchés et les retours sur investissement beaucoup plus importants dans l'économie spéculative que dans l'économie réelle. Pour autant, la question mondiale se pose bel et bien, et les deux grands défis écologiques que sont le dérèglement climatique et les menaces mortelles sur la biodiversité obligent à les poser.

Si le courant de la *démondialisation* critique à juste titre les formes de la globalisation financière, il ne saurait pour autant constituer une réponse positive et l'*altermondialisation* reste à cet égard, de mon point de vue, une perspective plus perti-

nente. Une altermondialisation au service de résistances, d'expérimentations et de visions (le trépied du REV !) au service de ce que le forum social mondial de Belem a nommé des sociétés du "bien vivre" alternatives aux sociétés du mal de vivre et de la destruction écologique qui caractérisent nos modèles mortifères. Une société où les humains peuvent vivre pleinement leur humanité à l'instar des paroles de vie de cette grande dame à revisiter quand il s'agit de construire des alternatives à la guerre, Rosa Luxemburg, qui, en 1916, au cœur de la nuit, a écrit : «*Tâche donc de demeurer un être humain. C'est vraiment là l'essentiel. Et çà veut dire : être solide, lucide et gaie, oui gaie malgré tout le reste... Rester un être humain, c'est jeter, s'il le faut, joyeusement sa vie tout entière sur la grande balance du destin ; mais en même temps se réjouir de chaque journée de soleil, de chaque beau nuage... le monde est si beau malgré toutes les horreurs, et il serait plus beau encore s'il n'y avait pas sur terre des pleutres et des lâches*».

Le texte ci-dessous relate l'épopée des "wobblies", surnom donné aux membres du syndicat Industrial Workers of the World (IWW) dans les États-Unis du début du siècle dernier. C'est un récit de fureur et de violence, mais aussi et surtout, une immense leçon de courage, de solidarité et de dignité.
Car jamais une organisation de travailleurs ne fut réprimée avec autant de férocité par la puissance conjuguée du patronat et de l'État américain.
C'est que l'IWW fut l'un des très rares syndicats à mettre en péril l'existence même du capitalisme...
L'essentiel de ce texte repose sur le beau livre "Wobblies et Hobos", de l'historien américain Joyce KORNBLUH, les citations en sont extraites.



Ne vous résignez jamais !

par **Bernard BLAVETTE**

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, PREMIÈRE DÉCENNIE DU XXE SIÈCLE.

Le capitalisme étend son emprise, l'industrialisation se développe irrésistiblement et balaye tout sur son passage. Seul compte le profit maximum. Le monde du travail subit une incroyable violence, dans toutes les branches de l'industrie les conditions sociales sont effroyables. Dans le textile, la moitié des ouvriers sont des filles de 14 à 18 ans : le docteur Elizabeth Shapleigh, médecin dans la ville de Lawrence écrit «*un nombre considérable de garçons et de filles meurt deux ou trois ans après leur première embauche, (…) 36% des hommes et des femmes meurent avant l'âge de 26 ans*». Dans l'industrie du bois, le bûcheron n'est pas considéré comme un être humain, le journal *New Republic* dénonce les conditions de logement sur les lieux d'abattage «*Quarante bûcherons sont logés dans un baraquement qui ne devrait pas abriter plus d'une douzaine d'entre eux (….), un peu de foin tient lieu de matelas et de sommier (…), la nourriture est à peine mangeable, en matière d'hygiène les installations sanitaires sont pour le moins rudimentaires.*» Dans les mines, les accidents mortels sont monnaie courante, les milices patronales impitoyables et la corruption généralisée, notamment celle des contremaîtres qui ont pris l'habitude de monnayer auprès des ouvriers les affectations aux filons les plus riches qui autorisent les meilleurs rendements. Mais les plus déshérités sont sans conteste les "hobos', travailleurs saisonniers et itinérants qui parcourent le pays en voyageant en fraude sur les trains de marchandises à la recherche d'un emploi[1].

Face à cette situation, l'American Federation of Labour (AFL) est la seule organisation d'importance, mais elle ressemble à des syndicats actuels, prête à tous les compromis, pour ne pas dire toutes les compromissions. Pourtant de nombreux militants anarchistes et socialistes rêvent depuis longtemps d'un grand syndicat unitaire qui regrouperait les diverses branches de l'industrie. Un syndicat de combat qui, loin des jeux politiques, se consacrerait

1 N'oublions pas que loin d'appartenir au passé, ces conditions sociales infrahumaines ont simplement été transférées dans les pays pauvres du sud qui produisent les monceaux de marchandises nécessaires à notre société de consommation. Voir notamment "Zones franches" par Bernard Blavette, *GR 1129 – mars 2012.*

à l'action directe sur le terrain, et serait capable d'affronter le capitalisme…

Les tractations durèrent plusieurs années, mais au beau matin du 27 juin 1905, lorsque William D. Haywood, alias "Big Bill", secrétaire d'un syndicat de mineurs, monta à la tribune du Brand's Hall de Chicago devant une salle pleine à craquer, chacun dans l'assistance eut le sentiment de vivre un moment exceptionnel. Aux côtés de Bill siégeaient également diverses personnalités du monde syndical et notamment Thomas J.Hagerty, prêtre catholique converti au marxisme et révoqué par son évêque pour avoir appuyé une grève de mineurs, Lucy Parson, veuve d'un anarchiste condamné à mort et exécuté, ainsi que "Mother Mary Jones", une frêle petite dame de 75 ans, militante en milieu ouvrier depuis plus d'un demi-siècle. Bill donna lecture des statuts du nouveau syndicat où figurait notamment la possibilité donnée à chacun de devenir membre sans distinction de sexe, de race, de nationalité, ainsi que le refus de tout contact avec quelque parti politique que ce soit[2]. Dans le préambule aux statuts figurait aussi une petite phrase, lourde de conséquences, qui avait, semble-t-il, été rédigée par J.Hagery, le prêtre catholique, «*La classe ouvrière et la classe patronale n'ont rien en commun*». Par ces simples mots, le syndicat s'engageait résolument dans la lutte des classes, devenait une machine de guerre contre le capitalisme. Bien que s'inspirant largement de nombreux thèmes marxistes et anarcho-syndicalistes, l'IWW ne rédigea jamais aucun corpus théorique, se concentrant sur les luttes sur les lieux de travail et visant dans son action de conscientisation la fraction la plus paupérisée de la population : noirs fuyant les plantations de coton, bûcherons, "petites mains" des filatures, mineurs, immigrés parlant à peine l'anglais… La montée en puissance des luttes coordonnées dans les différents secteurs de l'économie devait, suivant cette logique, aboutir à une grève générale paralysant le capitalisme et entraînant sa chute, pour laisser la place à une forme de "démocratie ouvrière".

Les débuts du nouveau syndicat furent très difficiles, de nombreuses polémiques éclatèrent, notamment autour de la question du rapport avec les partis politiques, certains estimant que l'on pouvait aussi combattre efficacement le capitalisme dans les urnes.

Cependant, à partir de 1907, un phénomène inattendu et d'une importance cruciale pour l'avenir du syndicat intervient : le ralliement massif des "hobos". Ces travailleurs itinérants constituaient un sous-prolétariat misérable et méprisé, mais ils n'étaient pas dépourvus de solidarité et d'organisation. En témoignent ces campements sauvages baptisés "jungle", véritables institutions sociales avec ses propres règles où chaque nouvel arrivant devait apporter sa contribution et était tenu de laisser tout en ordre à son départ. Mais les déplacements clandestins dans les trains constituaient pour eux l'épreuve la plus difficile, pourchassés par les contrôleurs qui, parfois, n'hésitaient pas à les expulser du train en marche. Les premiers affiliés au syndicat organisent rapidement la riposte : les contrôleurs les plus brutaux sont copieusement rossés, et bientôt la petite carte rouge de l'organisation devient un véritable sauf-conduit sur les lignes ferroviaires. Ceci va conférer au nouveau syndicat un grand prestige parmi les hobos qui, parcourant tout le pays, deviennent ses propagandistes naturels. Certains finissent même par se consacrer presque entièrement au militantisme, transportant avec eux une petite boîte contenant les cartes d'adhésions, les tracts et les brochures, diffusant des chants et des poèmes. Le journal du syndicat, *Solidarity*, écrivait en 1914 «*le travailleur nomade de l'Ouest incarne l'esprit même des IWW. Son cynisme joyeux, son mépris franc et affiché de la plupart des conventions de la société bourgeoise, font de lui un exemple admirable de la doctrine iconoclaste du syndicalisme révolutionnaire. Il n'est pas encombré d'une épouse ou d'une famille (…). On ne trouve nulle part ailleurs une fraction de la classe ouvrière plus adaptée pour servir d'éclaireurs et de voltigeurs de l'armée du travail. Ils pourraient même devenir les guérilléros de la révolution, les francs-tireurs de la lutte des classes*».

L'IWW va bientôt intervenir sur tous les fronts dans l'industrie textile, les mines, l'agriculture, l'industrie du bois, défendant la liberté d'expression prévue par la constitution….Il ouvre des locaux dans de nombreuses villes. On y trouve systématiquement un réchaud sur lequel mijotent un ragout et un pot de café, ainsi qu'une salle de réunion et de lecture souvent pourvue d'un piano pour jouer les airs populaires du moment et accompagner ceux qui veulent chanter. Car chansons et poèmes tiennent une grande place dans l'action du syndicat : on chante dans les piquets de grève, lors des manifestations, autour des feux des campements hobos… Le "*Petit livre rouge des*

> *Il existe dans toutes les langues un mot généralement très bref : no, ou non. À la minute même où les travailleurs comprennent que le choix leur est offert de dire oui quand ils pensent oui et non lorsqu'ils pensent non, le travail devient le maître et le capital l'esclave.*
>
> Mahatma Gandhi.
> (Conférence au Victoria-Hall de Genève en 1931).

2 Ce point s'illustre tout particulièrement par la grande méfiance que l'IWW a toujours entretenue vis-à-vis du nouveau pouvoir soviétique issu de la Révolution d'octobre 1917.

Ne pleurez pas les morts qui reposent dans la terre,
Poussière redevenue poussière.
La douce et calme terre qui enfante ceux qui meurent,
Ainsi que tous doivent un jour mourir.
Ne pleurez pas vos camarades contraints de loger,
Et trop forts pour implorer,
Dans ce cercueil de fer qu'est la cellule
Où ils sont enterrés vivants.
Pleurez plutôt l'apathique multitude,
Pleutre et docile,
Qui voit le supplice du monde et son injustice
Et n'ose élever la voix !

RALPH CHAPLIN.

Ralph Chaplin était graphiste dans la publicité. Il rejoignit les IWW en 1913 et devint un auteur, très prolifique, de poèmes prolétariens.

chants de l'IWW", qui comptait plus de 200 textes, connut un immense succès et pas moins de 29 rééditions.

Des conférences sont aussi régulièrement organisées traitant d'économie, de psychologie, de sociologie, de biologie et de régulation des naissances. En fait, ces locaux constituaient une alternative aux bars et aux maisons closes qui étaient souvent les seuls lieux où les hobos pouvaient trouver un peu de chaleur humaine. Les travailleurs étaient là chez eux, ces quelques pièces étant comme la prémonition d'un autre monde à venir où pouvaient commencer à se réaliser les mots d'ordre du syndicat : "éducation, organisation, émancipation, solidarité"…

Il ne faudrait cependant pas penser que la vie interne du syndicat fut exempte de débats, et parmi ceux-ci la question du "sabotage" fit l'objet de discussions passionnées. Le sabotage peut revêtir trois formes : mettre les machines en panne, ralentir la production, gâcher les produits. La destruction des moyens de production n'a jamais été utilisée par les wobblies car *«pourquoi détruire ce qui en fait nous appartient, doit nous appartenir un jour ? »*; par contre le ralentissement volontaire des cadences et la dégradation de la qualité des produits permirent parfois de faire plier le patronat, notamment dans l'industrie textile et la confection.

LA GRÈVE DE LAWRENCE

Début janvier 1912 éclate à Lawrence une grande grève de vingt-cinq mille ouvriers du textile qui, par son organisation et sa détermination, fit découvrir au pays la philosophie et l'efficacité du syndicalisme radical. Ce ne fut pas une grève ordinaire, ce fut une sorte de révolution à petite échelle. Pendant dix semaines, les grévistes vont défier la troupe envoyée pour mater la révolte. D'immenses cortèges parcourent la ville en entonnant le fameux *Chants des ouvrières de Lawrence* :

Ce chant fit le tour du pays, fut repris jusqu'en Europe, et récemment le cinéaste anglais Ken Loach en tira un film magnifique[3]. Collectes de soutien, soupes populaires, hôpitaux de campagnes avec le concours de médecins sympathisants vont permettre à la grève de "tenir".

Mais aussi une innovation va frapper les esprits : de nombreux enfants de grévistes sont envoyés vers d'autres villes dans des familles d'accueil, et treize d'entre eux vont témoigner devant le Congrès à Washington ● ● ●

3 Sous le titre Bread and roses, sorti en 2000.

Bread and roses *(Du pain et des roses)*

Tandis que nous marchons, marchons dans la beauté du jour,
Un million de cuisines obscures, un millier d'ateliers gris
Sont touchés par l'éclat qu'un soleil soudain découvre,
Car on nous entend chanter :
«Du pain et des roses ! Du pain et des roses ! »

Tandis que nous marchons, marchons, nous luttons aussi pour les hommes,
Car ils sont les enfants des femmes et nous les maternons à nouveau.
Nos vies ne seront pas baignées de sueur de la naissance à la mort.
Les cœurs sont affamés comme les corps : donnez-nous du pain mais aussi des roses!

Tandis que nous marchons, marchons, d'innombrables femmes mortes
Accompagnent nos chants de leur cri ancien : «Du pain !»
Leurs esprits affligés par la besogne ne connaissaient guère l'art, l'amour et la beauté.
Oui, nous nous battons pour du pain….mais aussi pour des roses !

Tandis que nous marchons, marchons, nous apportons des jours plus grands.
Quand les femmes se dressent, c'est l'espèce humaine qui cesse de ramper.
Finie la dure besogne soumise à l'oisiveté :dix qui triment pour un qui se prélasse,
Voici qu'arrive le partage des gloires de la vie….
Du pain et des roses ! Du pain et des roses !

sur la dureté des conditions de vie des ouvriers du textile. Et c'est autour de ces enfants que va se jouer le sort de la grève. Les autorités de Lawrence, en violation de tous les droits constitutionnels, interdisent à d'autres enfants de quitter la ville, mais le 24 février, 150 enfants se présentent à la gare à destination de Philadelphie. La police charge, arrache les enfants à leurs parents. Dans la panique, il y a de très nombreux blessés. Le pays s'émeut, les protestations affluent par milliers au Congrès, les grévistes ont gagné, la direction des filatures accepte toutes les revendications. Le critique littéraire Kennedy Mac Gowan devait écrire dans l'hebdomadaire *Forum Magazine* : «*Quel que soit leur avenir, les IWW ont accompli quelque chose de primordial : l'éveil individuel des "illettrés" et de la "lie du peuple" à une conception originale, personnelle, de la société, allant de pair avec une prise de conscience du public quant à leur dignité et aux droits qu'ils ont en tant que membres de cette société. Ils ont accédé à quelque chose de plus que la conscience de classe, ils ont appris la conscience de soi*».

Sa réputation maintenant solidement établie, l'IWW va avoir l'opportunité d'étendre son influence auprès des travailleurs agricoles saisonniers à travers l'épisode connu sous le nom "d'émeute du houblon de Weathland" qui est considéré par les historiens comme «*l'un des évènements les plus significatifs de la longue histoire des troubles sociaux en Californie*». Début août 1913, plus de 3.000 personnes, hommes, femmes et enfants, campent sur une colline près de Maryville où se trouve la plantation de houblon de Ralph H. Durst, le plus gros employeur de main d'œuvre de la région. Durst avait annoncé l'embauche de 2.700 personnes, deux fois plus que nécessaire, afin d'attirer un maximum de travailleurs et faire ainsi baisser les salaires. Les conditions d'hébergement sont épouvantables, la puanteur dans le campement est indescriptible. Seule une petite trentaine de militants de l'IWW sont présents, mais, profitant de l'exaspération ambiante, ils parviennent à mobiliser une fraction significative des travailleurs. Un comité est rapidement formé pour exiger un salaire décent et une amélioration des conditions d'hébergement. Suite à une violente altercation avec Durst, la tension monte dangereusement et les autorités de l'État décident d'intervenir. Les policiers tirent en l'air, mais exaspérée, la foule se rue alors sur eux, incendie la ferme, détruit une partie de la récolte… On relèvera de très nombreux blessés et 4 morts, deux ouvriers, le procureur de l'État et l'adjoint du shérif. Le gouverneur décide alors de faire intervenir la troupe pour «*rétablir l'ordre et protéger la propriété privée*». De nombreux membres de l'IWW sont arrêtés, deux d'entre eux se suicideront en prison, suite à des tortures. Mais la nouvelle de l'émeute se répand comme une traînée de poudre, ajoutant encore au prestige du syndicat ; les sections poussent comme des champignons à travers tout l'État de Californie. C'est le début d'une véritable guerre sociale qui durera près de 10 ans avec des résultats contrastés pour les saisonniers, parfois des défaites, parfois des victoires. Une chose est sûre cependant, cette lutte coûtera très cher aux fermiers (récoltes retardées ou endommagées, obligation d'engager des milices privées…), beaucoup plus cher que l'acceptation de conditions de travail décentes; ce qui met en relief le caractère avant tout idéologique de la confrontation.

Tueurs à gages contre mineurs de *Speculator*

Pourtant, aucune lutte ne fut plus dure, plus acharnée que celle des mineurs de l'Ouest. Tenter d'en rendre compte revient à décrire une liste ininterrompue d'arrestations, de passages à tabac, d'assassinats, de mitraillages de réunions syndicales… Cependant, on ne peut omettre de relater ici les évènements qui se déroulèrent dans la ville de Butte. En juin 1917, un coup de grisou se produit à 800 mètres de profondeur tuant 164 mineurs brûlés et étouffés. Dans cette mine dénommée *Speculator*, les conditions minimales de sécurité prévues par la loi ne sont même pas respectées. Les 14.000 mineurs se mettent aussitôt en grève, l'IWW jouant un rôle central dans la mobilisation et l'organisation du mouvement. La direction fait preuve d'une intransigeance farouche et W.A. Clark, patron de l'une des compagnies minières, déclare qu'il préfèrerait noyer les mines plutôt que de céder aux revendications des grévistes. La loi martiale est bientôt décrétée et les incidents se multiplient entre les grévistes et les "forces de l'ordre". En juillet, la direction fait quelques concessions, que les mineurs jugent insuffisantes et la grève se poursuit… Le 1er août à 3 heures du matin, six hommes masqués et armés font irruption dans la chambre de Franck Little, membre du bureau exécutif des IWW, spécialement détaché à Butte pour venir assister les mineurs en lutte. Little est emmené dans la nuit, châtré avant d'être pendu… L'émotion est immense, un cortège de 8 km accompagne son cercueil lors des obsèques… Mais les tueurs ont bien choisi leur victime, Little était l'âme du mouvement. Lentement la grève se délite et prend fin après quelques concessions symboliques de la direction…

Le déclin

Avec le recul du temps, aujourd'hui, on peut estimer que les événements de Butte résonnent comme le signe avant-coureur du déclin du syndicat.

L'histoire alors est en train de tourner, les conditions de l'action, d'évoluer profondément. Les États-Unis viennent d'entrer en guerre et l'IWW est immédiatement accusé d'être à la solde de l'ennemi, d'être financé par "l'or allemand", ce qui permet de justifier des arrestations par centaines, ce dont le syndicat ne se remettra jamais. La répression devient d'une incroyable sauvagerie, confinant à une forme d'hystérie, démontrant une fois de plus que lorsque le capitalisme se sent menacé, il est capable du pire, même dans un pays plus ou moins démocratique.

La fusillade du *Verona*

Déjà, un an auparavant, la tragédie connue sous le nom de "voyage du *Vérona*" semble prémonitoire. Le 5 novembre 1916 une délégation de 250 Wobblies quitte Seattle à bord du ferry *Verona* à destination d'Everett pour une manifestation en faveur de la liberté d'expression. Prévenu de leur arrivée, le shérif d'Everett les attend en compagnie de 200 miliciens armés jusqu'aux dents. Dès l'accostage le shérif et ses hommes ouvrent le feu sur le bateau, atteignant indistinctement des militants et des passagers totalement étrangers à l'affaire. Certains syndicalistes ripostent et la fusillade durera une dizaine de minutes jusqu'à ce que le bateau parvienne à se mettre hors de portée des tirs.

Le nombre des victimes (certainement plusieurs dizaines) ne fut jamais connu avec précision car de nombreux corps, ayant basculé dans le fleuve, furent happés par des tourbillons particulièrement violents en cet endroit. Il est sûr en revanche que le sherif et ses acolytes ne furent pas sérieusement inquiétés par la justice, que le syndicat fut rendu responsable de la tuerie, et les militants emprisonnés. Et la presse, dans l'ensemble aux ordres de l'idéologie dominante, d'enfoncer le clou : «*La corde, ils ne méritent que ça. Il vaudrait bien mieux qu'ils soient morts, car ils sont absolument inutiles dans l'économie humaine. Ils sont le rebut de la création et doivent être jetés à l'égout de l'oubli, pour y pourrir dans un engorgement froid comme n'importe quel excrément*» ose écrire le *Sans Diego Tribune* dans un éditorial…

Ressort cassé…

Durant les années 20, l'IWW fut encore capable de mener des actions d'importance, notamment la grande grève des mineurs du Colorado en 1926-1927 qui fut largement victorieuse, malgré une répression une fois de plus féroce. Mais "le ressort" était cassé et le syndicat, devenu purement revendicatif, n'était plus en mesure d'inquiéter sérieusement le capitalisme. La classe ouvrière, moins radicale, commençait à se convertir au fameux "compromis fordiste" qui devait ouvrir la voie à la consommation de masse…

***

Le lecteur l'aura probablement compris, ce texte ne vise pas seulement à rappeler l'une des plus belles pages de l'histoire ouvrière ; il vient en complément de mes deux textes précédents *La révolution est-elle encore possible ?*[4], et *Heuristique de la peur*[5] qui tentaient d'imaginer dans quelles conditions nous pourrions lutter efficacement contre le capitalisme.

***

À cet égard, l'aventure des IWW est riche d'enseignements :

•1 – Dès sa création l'IWW fit le choix de s'adresser à la fraction la plus déshéritée de la population, à ceux qui, déjà le "dos au mur", n'avaient rien à perdre. Un peu comme si aujourd'hui une organisation s'avisait de mobiliser en priorité les exclus de notre société : jeunes des banlieues, chômeurs, sans abris, travailleurs pauvres et précaires.

Les principaux dirigeants et les militants du syndicat appartenaient directement à ces classes paupérisées, en conservaient le mode de vie et la culture, ce qui leur permettait de garder un contact permanent avec le monde ouvrier, d'évoluer dans son sein "comme un poisson dans l'eau" et en cela résidait sa force. Ceci est à comparer avec nos actuels "apparatchiks" syndicaux avec gardes du corps, chauffeurs, et voitures de fonction, complètement coupés de ceux dont ils prétendent défendre les intérêts.

4 *GR* 1131, mai 2012

5 *GR* 1132 de juin 2012, comportant déjà une brève relation de l'histoire des IWW.

•2 – Même à leur apogée, les IWW ne furent jamais plus de 100.000, ce qui démontre que l'efficacité ne réside pas dans le nombre, mais dans la détermination. Prétendre, comme nous le faisons souvent aujourd'hui, que le capitalisme s'effondrera le jour ou une majorité de la population sera convaincue de sa malfaisance est au mieux une illusion, au pire un prétexte à l'inertie.

•3 – Les IWW rassemblaient des populations d'origines, de langues et de cultures fort diverses, des immigrés de différents pays du monde : Europe, Asie, Amérique du sud… Certains d'entre eux parlaient à peine l'anglais. Construire une organisation capable de coordonner les luttes au niveau européen est donc possible.

•4 – Les IWW n'ont jamais prôné la violence comme moyen d'action et il n'est pas un seul exemple où ils en aient pris l'initiative. Par contre, ils n'hésitaient jamais à recourir à l'auto-défense lorsque cela s'avérait inévitable. Aujourd'hui, nous nous laissons matraquer, expulser, arrêter, ou pire, sans autres réactions qu'une vague "indignation" ou quelques vaines pétitions. Nos ennemis sont des loups, nous sommes les agneaux…

***

On objectera qu'il n'existe pas, à l'heure actuelle, d'organisation semblable aux IWW. Certes, mais si nous examinons attentivement le paysage français, par exemple, nous réalisons que des graines ont déjà été semées, qui ne demandent qu'à se développer.

De nombreuses organisations interviennent dans différents domaines relevant de l'intérêt général, souvent aux marges de la légalité capitaliste, en n'hésitant pas à prendre des risques collectifs et personnels.

On peut citer de manière non exhaustive :

•les *Faucheurs Volontaires* d'OGM qui luttent pour notre sécurité sanitaire;

•*Greenpeace*, qui est passé maître dans l'art d'organiser des "opérations commando" en relation avec les questions écologiques;

•la *Confédération Paysanne*, qui s'efforce de promouvoir une agriculture de qualité;

•le réseau *Sortir du Nucléaire*, qui pointe les dangers de cette forme d'énergie;

•le Réseau *Éducation Sans Frontière* (RESF) qui défend avec véhémence les droits des étrangers sans papiers;

•les diverses organisations qui tentent de faire appliquer le *droit au logement* maintenant inscrit dans la constitution en organisant notamment des occupations de logement vacants,

•des syndicats de salariés, minoritaires mais cependant très actifs, *SUD* par exemple.

etc.

Imaginons maintenant que nous puissions fédérer, ou plus simplement coordonner, ces différentes organisations, nous disposerions d'une "force de frappe" capable d'intervenir dans les différents secteurs de la vie publique, de générer une synergie considérable, et disposant de militants déterminés…

***

Le titre de ce texte, *Ne vous résignez jamais !* était l'une des devises des IWW. Or aujourd'hui, force est de constater que, riches ou pauvres, nous nous sommes bel et bien résignés au monde existant. Les riches, domestiqués par "la pression du confort", les pauvres, anesthésiés par le désespoir.

Pourtant voici que toutes nos certitudes volent en éclats car se profile le plus grand défi que notre espèce ait jamais eu à relever : la question écologique. Ce mur vers lequel nous nous précipitons pourrait agir comme un électrochoc, réveillant chez chacun de nous l'instinct élémentaire de conservation. Car ici, riches ou pauvres, nul n'échappe.

L'heure est à la mobilisation.

Il faut maintenant que chaque couple qui projette d'avoir un enfant se pose une question très simple : quel avenir avons-nous contribué à lui préparer ? Pourra-t-il atteindre cette plénitude qui doit s'attacher à toute vie humaine, ou bien allons-nous le condamner à une simple survie au sein d'un monde dévasté ?

De Cent paroles d'Aix, journal local alternatif publié par Médiapart, Christiane Duc-Juvéneton nous a transmis la lettre ouverte suivante, écrite par un citoyen indigné :

Marseille, le 27 juillet 2012.

Monsieur le Ministre de l'Intérieur,

Ôtez-moi un doute ! Est-ce bien vous qui avez, devant les Sénateurs, tenu les propos suivants reproduits dans une interview au journal *Le Figaro* du 25/07/2012 ? : «*Je suis très inquiet de la concentration dans une série de campements… La situation aujourd'hui à Lyon, à Aix-en-Provence, en Seine-Saint-Denis, dans une partie de l'agglomération lilloise, nous oblige à prendre des décisions de démantèlement… Je ne dis pas que ça règle le problème*».

Est-ce bien vous qui avez donné l'ordre au Préfet des Bouches-du-Rhône d'utiliser la force publique pour jeter une nouvelle fois à la rue des centaines de familles et d'enfants à Marseille, Aix-en-Provence et ailleurs ? Ils sont ici chez nous depuis parfois plus de dix ans, après avoir fui les guerres, la misère, le racisme le plus odieux et la chasse à l'homme dont ils sont l'objet dans leur pays d'origine. Ces pays, vous les connaissez, ils font, certes, partie de l'Union Européenne, mais leur politique d'extermination assumée devrait vous rappeler quelques mauvais souvenirs.

Que vont devenir Maria ou Olga et leurs enfants qui ont fui l'ex-Yougoslavie… et ont réussi à survivre avec l'aide des nombreux militants et bénévoles associatifs mais aussi des travailleurs sociaux, des médecins et des enseignants qui ont su leur donner un peu d'espoir et leur faire comprendre la générosité de la France et sa capacité à accueillir la "misère du monde"? Quelle a été notre fierté lorsque la jeune Irina nous a présenté son premier diplôme attestant qu'elle maîtrisait le français à l'oral comme à l'écrit !!

Tout cela et bien d'autres choses, vos agents l'ont détruit la semaine dernière en quelques minutes à coup de bulldozers ! Nous sommes très nombreux ici et partout en France à ne plus comprendre et ne plus accepter un tel acharnement mais aussi un tel aveuglement. Nous avions cru au "changement" et nous avons milité pour qu'enfin un "ordre juste" soit la règle dans notre pays. Nous sommes-nous donc trompés, ou avons-nous été trompés ?

Plus inquiétant encore : Est-ce bien vous qui avec écrit un long et remarquable témoignage dans un ouvrage écrit en dialogue avec Edgar Morin et Patrick Singainy ou encore Eva Joly sous le titre : *la FRANCE, une et multiculturelle*, publié en mars 2012 (éditions Fayard) : «*Merveilleux Hexagone ! Ton creuset connaît les secrets des plus improbables rencontres… Toute tentative de définir un Français ne sera jamais qu'une reconstruction partielle et partial de notre histoire … Et puis, l'école républicaine ne m'a pas seulement transmis le goût des chansons de geste. J'y ai surtout appris la valeur concrète de notre devise. J'ai eu la chance d'avoir des professeurs qui furent des éducateurs… Pour la Gauche, l'enjeu est majeur en 2012. Nous devrons convaincre les Français que les principes de notre Nation ne sont pas des abstractions creuses, mais les moteurs actifs du progrès social*» ?

Depuis que vous avez écrit ce texte, nous avons, paraît-il, gagné les élections et, grâce à nous, vous êtes devenu Ministre de l'Intérieur. Le franchissement des grilles dorées de la place Beauvau et l'attrait du pouvoir vous auraient-ils fait perdre la tête ? Comment pouvez-vous supporter ce grand écart ?

Ressaisissez-vous !! Dés demain, donnez l'ordre à vos préfets et vos policiers de respecter les valeurs de la République que vous chérissez, et arrêtez le massacre de nos valeurs ! Entendez les voix de tous ceux qui croient encore dans la justice et les droits de l'homme et du citoyen, pas celles de quelques uns de vos conseillers qui parlent au nom de la France de Buonaparte, Mazarin ou Sarkozy. Ceux que nous défendons sont des citoyens d'une Europe qui reste à construire et qui, malgré ses faiblesses, doit nous servir de guide. Entendez la voix des Roms et du monde ; entendez la voix des 49 prêtres indignés qui, à Marseille, affirment que toute expulsion est intolérable…

Alain Fourest.

ANDRÉ BELLON, ancien Président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, et Président de l'association pour une Constituante, nous a fait parvenir le texte de son communiqué pour la célébration, le 22 septembre, du 220ème anniversaire de la première République. En voici l'essentiel :

De la Révolution française à nos jours,

une Constituante face aux crises

… Une Constituante est une Assemblée chargée de définir les modalités de la vie politique et donc, en particulier, les institutions. Depuis son origine, le 22 septembre 1792, et dans tant de moments décisifs, l'Histoire de la République a été liée à l'idée de Constituante. 1789, 1793, 1848, 1875, 1946, à chaque fois que la République fut en suspens, à chaque fois qu'il fallut la reconstruire, une assemblée de ce type fut chargée d'en réaffirmer les principes et d'en redéfinir le fonctionnement…

La République n'est pas simplement un mot, ou le simple fait qu'il n'y ait pas un roi. Elle est un vécu : celui de la citoyenneté pour chacune et chacun d'entre nous, celui de la souveraineté pour l'ensemble du peuple. L'idée de Constituante s'impose lorsque cette souveraineté populaire est remise en cause, … lorsque les institutions et le régime politique ne permettrent plus l'expression cohérente, efficace et légitime, de la volonté générale.

Aujourd'hui, où le mot crise est employé à toutes les sauces, … combien refusent de voir l'écroulement de tous les fondements mêmes de la République, de comprendre que tout est lié, lorsque tant de bonnes volontés, localement ou nationalement, n'ont plus aucune prise sur la réalité ? Mais, si tant de responsables refusent de voir ce qui est une crise majeure de notre régime politique, n'est-ce pas parce que c'est leur propre légitimité qui est mise en cause au travers de cette question ? … Et n'oublions pas qu'ainsi fragilisée, la République devient une proie facile pour ses ennemis traditionnels qui rêvent d'institutions autoritaires fondées sur les discriminations et les inégalités de toutes sortes.

Il faut le dire fermement : nous ne pouvons pas continuer à faire semblant de croire que la République n'est pas en perdition…

Mais par-dessus tout, insistons lourdement sur les règles de la construction européenne ; celle-ci détermine… l'essentiel de notre vie publique. Cette Europe est fondée sur une pensée qu'on nomme … postmoderniste, au sens où elle met à bas tous les fondements philosophiques des Lumières… La seule donnée que l'on ne pourra écarter est l'organisation libérale de l'économie : c'est ce qu'a dit avec brutalité le Commissaire européen à la concurrence, Mario Monti, en 2001, lorsqu'il a affirmé que la politique de concurrence constitue le cadre privilégié de la citoyenneté puisqu'elle est par excellence une «*politique citoyenne*» : la liberté positive, la *liberté des humanistes,* n'est ici plus de mise.

En revanche, les déterminations sociales qui dessinent nos sociétés et en font vivre les principes et les contradictions sont appelées à s'effacer devant les droits des groupes particuliers : dans la philosophie construite par le Conseil de l'Europe, la principale appartenance citoyenne sera l'appartenance culturelle ainsi devenue une *infrastructure.* «*Droits culturels*» doit alors se comprendre comme «*droits d'une culture*» qui deviennent alors facteur d'aliénation pour l'individu obligé d'intégrer les normes dites *culturelles* du groupe, et facteur de division entre les groupes de cultures différentes. On trouve systématiquement cette logique dans les Chartes du Conseil de l'Europe (par exemple la Charte des langues régionales et minoritaires) qui inscrivent dans le champ *politique* l'identité «*religieuse, ethnique ou culturelle*».

SOUSCRIPTION PERMANENTE ***POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE***

C. Notot 4 – Melle Reynier 27 – R. Rio 7 – J. Eveille 27 – Mme Guyot 50 – R Terrier 4 - Mme Anis 7 – J. Roy 7 – Mme Maurice 7 – R Cazilhac 7 – M.Devos 7 – A Voisin 7 – Mme Balsalobre 27 – M Bert 10 – D. Barreau 7 – Cl. Rajain 12. Total 217 euros ***Merci à tous !***

Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal, en modérant son prix, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

MERCI AUX ABONNÉS QUI, POUR NOUS ÉVITER DES FRAIS DE RAPPEL, OBSERVENT LA DATE D'ÉCHÉANCE DE LEUR ABONNEMENT : NOUS PRENONS SOIN DE L' INDIQUER SUR L'ÉTIQUETTE DE L'ENVELOPPE SOUS LAQUELLE ILS REÇOIVENT LEUR JOURNAL.

Il s'agit d'une nouvelle organisation sociale qui s'éloigne nettement des principes républicains, en particulier en s'opposant à la liberté de pensée comme à la liberté d'expression, au prétexte fallacieux de faire respecter les croyances des autres groupes.
Ce "différencialisme" antihumaniste, qui met l'accent sur ce qui sépare les hommes et non sur ce qui les réunit, fut longtemps le fer de lance idéologique de la contre-Révolution… Depuis des décennies, il est devenu la pensée dominante, y compris dans une certaine gauche avec ses fameuses lois mémorielles. Combien de fois n'avons-nous pas entendu des responsables politiques… regretter que la France soit une exception, comme s'il s'agissait là d'une tare congénitale qu'il faut soigner ?
Oui, la République, au sens où les Français l'ont construite collectivement depuis 200 ans, est une exception dans l'exigence que, depuis l'origine, elle met dans l'approfondissement des libertés (ce qu'exprime bien notre laïcité et nos services publics). C'est cette globalité qui définit la République… Qu'on arrête donc de penser que la République n'est pas en danger, de proclamer que, même s'il y a des dérapages, l'essentiel est préservé…
Historiquement, la Constituante est apparue nécessaire lorsqu'une vie politique, éloignée des principes républicains, détruisait la cohérence sociale, approfondissait le fossé entre les catégories sociales ; … lorsque le peuple, souverain théorique, n'était plus accepté comme tel. …Historiquement, les Constituantes en France ont été l'occasion de larges débats de fond où se sont affirmés de grands principes progressistes comme la séparation des pouvoirs, le suffrage universel ou les droits de l'homme, ressoudant du même coup le corps social meurtri.
D'année en année, la souveraineté populaire s'estompe, elle est même méprisée, ou tournée en ridicule, par exemple lors du referendum du 29 mai 2005 dont le résultat a été bafoué et les électeurs considérés comme de dangereux ignorants.
La Constituante est à la fois le processus et la forme institutionnelle de réaffirmation de la souveraineté populaire ; elle est donc l'expression des peuples dans chacun des États-nations et non pas une Constituante sur un espace théorique, mais sans peuple ; il ne peut y avoir de Constituante européenne, pas plus que d'Europe républicaine dans le cadre de la construction actuelle.
S'il faut donc appeler à l'élection d'une Constituante en France au suffrage universel, c'est parce que la crise politique et sociale est telle que la réforme du système devient impossible…

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France (régime intérieur pour la Poste. . . . . .23 euros.
soutien : + 14euros par an par exemplaire en plus chaque mois)
DOM . . . . . .25,45 euros.
TOM . . . . . .29 euros.
Extérieur, suivant les zones de la Poste. Au 1/1/2005 :
Zone 1 (Allemagne, Italie, Bénélux) . . . . . .27,80 euros.
Zone 2 (Espagne, Royaume-Uni, Suisse) . . . .27,15 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis) . . . . . .28 euros.
Zone 4 (Autre Europe, Afrique, P-, M-Orient) 27,50 euros.
Zone 5 (Amérique du Sud) . . . . . .29,90 euros.

RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**
88 Bd Carnot 78110 Le Vésinet France
par chèque bancaire,
ou par CCP : N° de compte 1340239M020
références internationales depuis octobre 2007:
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....
VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE, SELON LES NORMES IMPOSÉES PAR LA POSTE :

PRÉNOM, NOM .....
IMMEUBLE .....
N° ET VOIE .....
CODE POSTAL ET COMMUNE ☐☐☐☐☐ .....

Je commande les ouvrages suivants : .....
.....
.....
J'envoie pour cela la somme de ..... euros
par chèque .....
date signature

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse pas la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise (comme un ticket de transport), et elle laisse au consommateur la liberté de ses choix.

La masse monétaire est créée et détruite au même rythme que la production, ces deux flux permanents s'équilibrent.

C'est alors aux citoyens de décider, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des trois parts à faire dans la masse monétaire :

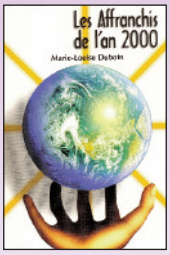
- pour financer la production,
- pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus),
- pour verser à chacun un revenu garanti qui leur permette de vivre libre.

Les décisions prises n'ayant ainsi plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prime enfin sur l'intérêt particulier, la démocratie devient réalité.

SUGGESTIONS DE LECTURES

- **JACQUES DUBOIN**
  Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

- **ET SI ON CHANGEAIT ?**
  Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (3,8 euros).



- **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**
  Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (~~16,70~~ 13 euros).

- **MAIS OÙ VA L'ARGENT ?**
  l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer.
  (édition du Sextant, 240 pages, ~~14,90~~ 13 euros).

- D'anciens numéros sont disponibles (1 euro)
- *Des textes, épuisés sur papier, sont téléchargeables sur notre site internet. Par exemple:*
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**
  le texte d'une conférence d'ANDRÉ PRIME.

Tous les prix indiqués sont franco de port.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Graphisme : LASSERPE, Anne-Laure WITSCHGER.

Imprimé à Toulouse par Imprimerie 34

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone *seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures* : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Nouveau site internet : http://www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)